

ses produisaient chaque année la même quantité de produit. Une situation qui, dans la réalité ne se rencontrera peut-être jamais. La société n'a pas seulement à veiller à ce que l'outillage soit reconstitué, pour que la production soit maintenue au même niveau. Il faut encore étendre l'appareil de production et une société, comme la société communiste, qui s'efforce de produire pour satisfaire les besoins des grandes masses aura un tribut d'autant plus lourd à payer à cet égard. Quel est le changement que les besoins d'accumuler peut amener dans la répartition des marchandises telles que nous l'avons esquissée.

D'après notre exemple (2) l'activité annuelle de la société s'élevait à

Moyens de production	+	Matières prem.
108 millions		650 millions
Travail		
+ ——— = Production.		
650 millions	1,408,000,000	heures trav.

Cette masse de produits devait servir à

a) compenser l'usure de l'outillage et constituer le fonds de matières premières des industries productives	700,000,000
b) idem pour les services publics	58,000,000
c) constituer le fond de consommation de l'ensemble de la population	650,000,000

Il appert de suite une chose. L'outillage et les matières premières supplémentaires pour augmenter la production ne peuvent être prélevés que sur le fonds de consommation. Il faut donc soit faire des économies sur ce fonds ou augmenter la journée du travail. On conçoit que dans la société communiste le rythme de l'accroissement de la production sera un point de discussion important entre les entreprises, car c'est de ce rythme que dépendra la durée du temps de travail.

Maintenant qui fixera le taux d'accumulation ? Les travailleurs eux-mêmes. Nous n'abordons pas l'examen du problème de l'accumulation en nous plaçant au point de vue de la rationalité économique mais en partant de la nécessité politique de sauvegarder avant tout l'hégémonie

(2) Voir « Bilan », n. 20, page 691.

du prolétariat dans la révolution. Il est parfaitement possible que la gestion des entreprises par les ouvriers gêne quelque peu ce qui doit être considéré comme le plus rationnel du point de vue de l'économie. Dans de telles conditions il est encore préférable que le rationalisme y perde, que le développement économique soit un peu plus lent, mais que l'hégémonie politique du prolétariat soit sauvegardée. Il vaut mieux travailler un peu moins vite que de brûler les étapes, mais retomber sous la coupe d'une bureaucratie qui s'érige en arbitre et puis en maître.

Le rythme de l'accumulation ne peut être laissé au libre jugement des entreprises séparées. C'est pour cela que le Congrès général des Conseils d'Entreprises doit fixer une règle générale qui fera loi pour l'ensemble de l'appareil économique. Le Congrès pourrait décider, par exemple, que l'accroissement ne peut excéder 10 p.c. des moyens de production et des matières premières. Chaque entreprise saura alors jusqu'où elle peut aller sans risquer de troubler l'équilibre économique. Il est évident que toutes les entreprises ne seront pas obligées d'utiliser cette marge de 10 p.c. Par contre, il en est d'autres, dans des branches d'industries déficitaires, par exemple, qui seront peut-être forcées de dépasser la norme pour adapter la production aux besoins. Dans ce cas, ces entreprises peuvent transmettre à d'autres la marge d'extension qu'elles ne désirent pas utiliser pour elle-même. Il est certain qu'au début des tâtonnements, voire des erreurs sont inévitables ; aussi l'équilibre entre la production et la consommation ne se place au début de la transformation économique. L'essentiel en cela est que les organisations d'entreprises conservent entre leurs mains la direction de la vie économique.

Reste à déterminer l'influence de l'accumulation sur le taux de paiement. Nous admettons qu'une quantité de produits équivalant à un dixième (10 p.c.) des moyens de production et des matières premières serait consacrée à l'extension de la production, soit 0.10×758 millions d'heures de travail (108 mil. MO + 650 mil. MA), ce qui fait 75.8 millions. Ces 75.8 mil. représentent les douze centièmes de 650 mil. (le fonds total de consommation). Comme d'après nos cal-

culs (3) le taux de paiement s'établissait à 0.83, il devient après amputation de la retenue nécessaire à l'accumulation $0.83 - 0.12 = 0.71$. Pour une semaine de quarante heures de travail, le travailleur touchera donc $0.71 \times 40 = 28.4$ heures d'argent de consommation.

LE CONTROLE DE LA PRODUCTION

Le mot d'ordre du contrôle ouvrier de la production fut, à côté du mot d'ordre de paix immédiate, un des leviers les plus puissants de la propagande bolchevique. L'appareil de production avait été complètement détraqué par la guerre et il n'était plus en le pouvoir du gouvernement socialiste de Kerensky d'en rétablir le fonctionnement normal. L'inflation diminuait la puissance d'achat des masses, les matières premières nécessaires à la production manquaient, alors que l'agio-tage et la spéculation assuraient des bénéfices extraordinaires à une poignée d'individus. C'est sous ces conditions que surgit à Petrograd un mouvement parmi les ouvriers tendant à s'assurer du bien-fondé des décisions des entrepreneurs. Très souvent les ouvriers se dressèrent contre des licenciements d'ouvriers ou des fermetures d'usines. Ce fut en juin 1917, que les ouvriers exigèrent pour la première fois de pouvoir vérifier les livres. La revendication du contrôle ouvrier n'avait cependant pour but à ce moment que d'obtenir pour les travailleurs un « droit de regard » dans la gestion de l'entreprise. Les ouvriers voulaient participer à cette gestion. Il convient de marquer que les syndicats étaient restés étrangers à ce mouvement qui surgit de l'initiative des masses en révolution. La lutte ne visait pas non plus la destruction du capitalisme, mais uniquement le contrôle de ce capitalisme. Le ministre du Travail, le menchévique Skobelev, ne pouvait cependant continuer à tolérer les incursions des conseils d'entreprises dans des domaines qui jusqu'ici n'avaient relevé que de l'autorité patronale, aussi il donna des instructions interdisant aux Conseils de s'immiscer dans la gestion des entreprises. Cette mesure fut exploitée à fond par les bolcheviques qui poussèrent les conseils à s'organiser en une sorte de fédération. Lorsque les bolcheviques prirent le pouvoir ils légalisèrent les fonctions des con-

(3) Voir « Bilan », n. 20, page 692.

seils qui avaient été considérés avant la révolution comme illégal.

Avant la révolution, s'appuyant sur la critique de Marx de la Commune de Paris, Lénine avait rappelé tout à fait justement quel genre de gouvernement il importait d'instaurer après la révolution. Il mit en évidence la nécessité d'établir le contrôle des masses sur les fonctions publiques en décrétant la responsabilité permanente de tous les fonctionnaires devant les masses qui les avaient désignés. La généralisation de ce principe ne peut signifier que les masses prennent directement, sans l'intermédiaire d'un Etat, la direction de toute la société. Mais ce n'était pas précisément le programme que les bolcheviques avaient tracé à la révolution. Ils envisageaient le régime social à établir comme un amalgame de propriété privée et de « gouvernement populaire ». La nationalisation des banques ne devait pas déposséder les capitalistes, mais seulement assurer à l'Etat le droit de regard sur les affaires des capitalistes privés. Pour assurer à l'Etat ce droit de regard, il fallait que l'Etat fut secondé par les masses ouvrières et c'est pour cela que le contrôle ouvrier devait aller de pair avec la nationalisation des banques.

En réalité, cette combinaison ne put réussir. Le capital ne se laissa pas contrôler et les bolcheviques furent obligés d'exproprier les capitalistes. Mais les capitalistes une fois expropriés la Russie se trouva sans cadres capables de pouvoir organiser la production et c'est ainsi que les bolcheviques furent obligés de livrer l'Etat à la bourgeoisie et à ses spécialistes qui occupèrent les postes les plus importants de l'appareil social.

Dans de telles conditions, il n'était plus possible de faire participer les travailleurs à la gestion des entreprises et il ne restait plus aux bolcheviques qu'à détruire le contrôle ouvrier. Le 22 décembre 1917, les bolcheviques dissolvèrent les organes du contrôle ouvrier du chemin de fer de Moermansk. En janvier 1918, les bolcheviques organisèrent un congrès commun des syndicats et des conseils d'entreprises et c'est au cours de ce congrès qu'ils s'arrangèrent pour enlever aux conseils leurs anciennes prérogatives. On déplaça le centre de gravité du contrôle ouvrier des conseils d'entreprises vers les syndicats. Toutes